

ANALYSE

Liquidité bancaire

LE BOOM D'AVANT 2005 EST DE RETOUR

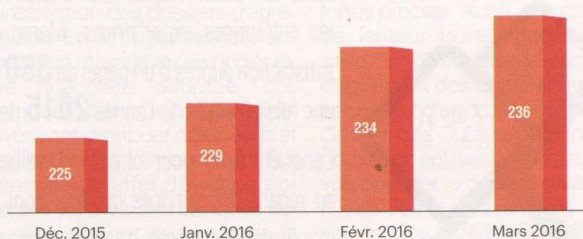
● Selon le régulateur, la liquidité bancaire devrait atteindre un niveau de 21 MMDH à fin 2016. Quelles sont les origines de cette surliquidité? Devrait-elle se poursuivre? Quels en sont les impacts? Analyse.

Cela fait quelques mois que le besoin en liquidités des banques poursuit sa détente. Sur la seule dernière année, il s'est amélioré de près de 35 MMDH. En effet, à fin mars 2016, il se chiffre à 9,2 MMDH, alors qu'il était à 44 MMDH il y a une année ! Selon les professionnels, il s'agit là d'un retour à la situation de surliquidité d'avant 2005. Cette dernière provenait, à l'époque, d'un excédent de la balance des paiements dû à un afflux important de devises lié aux recettes touristiques, aux transferts des Marocains résidents à l'étranger (MRE), qui était plus importants, ainsi qu'aux recettes des privatisations. «Aujourd'hui, la situation est la même, mais les facteurs sont différents. Il s'agit en l'occurrence d'un excédent de la balance des paiements, mais qui est dû à la baisse importante de la facture d'importation, en grande partie liée au pétrole. À cela s'ajoute le ralentissement de la distribution des crédits», nous explique un économiste. L'analyse de la position de la liquidité bancaire (PSLB) montre que la situation de la liquidité bancaire a commencé à se dégrader à partir de début 2011, avant de connaître des pics durant 2013 et début 2014, pour ensuite observer une trajectoire positive. Dès lors, celle-ci n'a fait que s'améliorer. Comme l'a souligné notre expert, deux facteurs clés ont contribué à cette embellie, à savoir l'effet expansif exercé par les réserves internationales nettes qui se sont améliorées depuis la mi-2014, pour s'établir

BILLETTS ET MONNAIES EN CIRCULATION (EN MMDH)



RÉSERVES INTERNATIONALES NETTES (EN MMDH)



SOURCE : MAROCGEST

à 236 MMDH à fin mars. Soulignons que celles-ci assurent la couverture d'environ 7 mois et 4 jours d'importations de biens et

services. Dans une moindre mesure, le rythme de la distribution de crédit connaît une décélération depuis début 2015.

Les facteurs explicatifs de la surliquidité

D'abord, l'amélioration de l'excédent de la balance de paiement résulte de deux facteurs. Le principal est la forte baisse des prix du pétrole depuis la mi-2014, qui nous a fait épargner 26,1 MMDH sur la seule année 2015 (voir Extrait des «Résultats des échanges extérieurs à fin

La surliquidité, si elle persiste, pourrait avoir un impact, sur le long terme, sur l'évolution des crédits et des taux.

décembre 2015». Le deuxième facteur est lié au ralentissement de la demande intérieure, qui a un impact sur l'évolution des importations. Ces dernières progressent, en effet, à un rythme plus lent qu'auparavant puisqu'il y a moins de consommation. De son côté, le ralentissement du crédit à l'économie est la conséquence de deux faits. Dans un premier temps, il y a lieu de citer

Sommes-nous en situation de surliquidité ?

Normalement un marché interbancaire se caractérise par des injections de la Banque centrale, les avances à 7 jours principalement, qui permettent de refinancer les banques. Selon les experts, la surliquidité est la situation dans laquelle les banques n'ont plus besoin des injections de la Banque centrale. En d'autres termes, au fur et à mesure que la situation de la liquidité s'améliore, la Banque centrale se retire du marché monétaire. Sur le marché interbancaire marocain, les interventions de Bank Al-Maghrib se sont limitées en avril à 6 MMDH, totalement servis sous forme de prêts garantis dans le cadre du programme de soutien aux PME. De ce fait le taux moyen pondéré interbancaire est resté globalement proche du taux directeur à 2,50% avant de corriger à la baisse pour s'aligner sur la nouvelle référence de 2,25%, suite à la réduction de 25 points de base opérée par Bank Al-Maghrib sur son taux directeur.

le manque de dynamisme de l'économie marocaine dans son ensemble. «Il y a peu d'opportunités d'investissement et, de ce fait, les entreprises font peu de demandes de crédit. De son côté, le marché de l'emploi reste très peu dynamique, ce qui impacte la demande de crédit des ménages», nous explique notre économiste. Le deuxième facteur déterminant dans le ralentissement des crédits, et celui de l'offre elle-même. «Les banques sont aujourd'hui frileuses lorsqu'il s'agit d'accorder des crédits puisqu'elles sont dans une phase d'assainissement de leurs portefeuilles, avec la hausse enclenchée depuis quelques années des créances en souffrance (CES) qui sont actuellement au niveau critique de 7,7%. Des nettoyages de bilans, des provisionnements ainsi que des radiations seront nécessaires. Il va donc falloir attendre la fin de cette période de nettoyage avant de voir les banques commencer à prendre de nouveaux risques», nous confie notre expert. Une situation de surliquidité dans un contexte de dégradation des portefeuilles bancaires n'a donc pas d'impact sur le crédit, et une situation similaire a été vécue par le système bancaire dans les années 2000. Les CES ayant énormément augmenté dans les années 90, il aura fallu attendre une dizaine d'années, le temps que les banques assainissent leurs bilans pour qu'elles se remettent à prêter. Malgré une situation de surliquidité, elles n'ont recommencé à prêter à l'économie qu'à partir de 2005.

Retombées

Par ailleurs, une question s'impose à ce stade: quels sont les impacts de la liquidité? Selon un professionnel du secteur bancaire, il y a tout d'abord deux impacts financiers inhérents à la surliquidité bancaire. Le premier est un impact quantitatif, et le second un impact prix. «L'impact quantitatif concerne le fait que les banques ont désormais une

capacité de prêt qui est plus grande, tandis que l'impact prix concerne les taux d'intérêt qui s'orientent à la baisse. Nous sommes clairement en train de nous orienter vers des taux d'intérêt durablement bas», nous explique-t-il avant d'ajouter: «Il est très probable, vu qu'il n'y a pas d'inflation, que la Banque centrale va continuer d'accommoder

ce mouvement. En d'autres termes, d'orienter à la baisse les taux». La baisse des taux d'intérêt profitera naturellement aux débiteurs. On le voit d'ailleurs! À en croire les statistiques de la Banque centrale, les taux se sont assouplis. Aussi, certaines banques proposent des emprunts immobiliers à 4,50% (voir meilleurtaux.ma). En d'autres

+OFFICE DES CHANGES

EXTRAIT DES «RÉSULTATS DES ÉCHANGES
EXTÉRIEURS À FIN DÉCEMBRE 2015»

Au titre de l'année 2015, les importations CAF accusent une baisse de 5,6% ou -21,6 MMDH : 366,5 MMDH contre 388,1 MMDH un an auparavant. Cette évolution provient, pour l'essentiel, du recul de la facture énergétique de 26,1 MMDH, du fait de la baisse des cours et des quantités importées, et dans une moindre mesure, du repli des achats de produits alimentaires (-6 MMDH), notamment le blé (-4,1 MMDH). En dehors des approvisionnements en produits énergétiques, les importations augmentent de 1,6% ou +4,8 MMDH.

+BAM

EXTRAIT DES «INDICATEURS CLÉS DE STATISTIQUES MONÉTAIRES
MARS 2016»

En glissement annuel, le ralentissement de la progression du crédit bancaire à 1,3%, recouvre des évolutions opposées de ses différentes composantes. En effet, les crédits à caractère financier ont accusé un repli de 3,3%, après avoir progressé de 5%, un mois auparavant, tandis que la baisse des facilités de trésorerie s'est atténuée de -4% à -1,2%. S'agissant des crédits à l'équipement et de ceux à l'immobilier, ils se sont inscrits en décélération de 2,5% à 1,3% et de 0,9% à 0,7% respectivement. Quant aux crédits à la consommation, ils se sont accrus de 5,6% au lieu de 5,2% le mois précédent.

+FMI

EXTRAIT DE L'ÉTUDE SUR LES PERSPECTIVES
DE L'ÉCONOMIE MONDIALE 2016

«Les prix du pétrole devraient augmenter progressivement sur l'horizon des prévisions, d'une moyenne de 52 dollars le baril en 2015 à environ 55 dollars le baril en 2017».

termes, la surliquidité actuelle, si elle persiste, aura donc un impact, sur le long terme, sur l'évolution des crédits et des taux, à condition d'un assainissement des bilans bancaires et une demande de la part des entreprises et des ménages. La surliquidité bancaire constitue également une bouffée d'oxygène pour l'État. En effet, les taux des bons du Trésor baissent actuellement à des planchers historiques. De ce fait, cela permet à l'État d'alléger sa charge d'intérêt de manière substantielle. De son côté, l'impact sur l'économie est infime. Comme déjà expliqué, cela aurait pu être le cas si cette surliquidité pouvait alimenter les crédits.

Perspectives

En termes de perspectives, l'évolution de la liquidité bancaire dépendra essentiellement de deux facteurs. Il y a, tout d'abord, le prix du pétrole. Les institutions internationales prévoient d'ores et déjà que le prix devrait se contenir dans une fourchette entre 50 et 55 dollars, et ce jusqu'à la fin de l'année prochaine (2017). Toutefois, des scénarios de hausse ne sont pas à exclure (une entente entre pays producteurs pour relancer les prix). S'agissant de la distribution des crédits, les analystes restent pessimistes pour 2016. Ils n'anticipent pas, en effet, un retour à des taux de croissance importants. Selon eux, les banques devraient rester prudentes cette année dans leur démarche d'octroi de crédit, en raison de l'importance des créances en souffrance. Tant que les banques n'ont pas réussi à assainir leurs portefeuilles, cela n'augure pas d'une relance des crédits. Ainsi, tout le monde s'accorde sur le fait que l'objectif fixé par Bank Al-Maghrib, pour la fin de l'année, devrait être atteint. Le régulateur anticipe que la situation de liquidité bancaire devrait être excédentaire (ndlr, à partir du deuxième trimestre) et atteindre ainsi un niveau de 21 MMDH à fin 2016.